

spotlight europe

2013/01 — Janvier 2013

Vive l'Europe ! Vive l'Union !

Joachim Fritz-Vannahme

Bertelsmann Stiftung, joachim.vannahme@bertelsmann-stiftung.de

Le 50ème anniversaire du traité de l'Élysée entre la France et l'Allemagne est l'occasion pour les deux pays de dresser un bilan positif. Leur coopération l'a bien montré : les différences ne sont pas forcément une entrave, elles peuvent aussi générer beaucoup d'énergie productive. En outre, une union de plus en plus étroite ne mène pas nécessairement au conformisme. Il s'agit maintenant de travailler avec ambition à une Europe meilleure. Oui, mais comment ?

spotlight europe # 2013/01

L'Union européenne menace-t-elle de se briser devant les inégalités croissantes ?

Le rapport de la Commission européenne sur « l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe en 2012 » témoigne d'une fracture grandissante entre nord et sud, jeunes et vieux, créanciers et débiteurs. Et cela, au sein d'une Union qui a inscrit une « économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social » dans son traité (Titre I, article 3.3).

Mettre fin à ce clivage croissant entre idéal et réalité et les faire se rapprocher, ne serait-ce pas le grand défi européen commun pour l'Allemagne et pour la France à l'occasion du 50ème anniversaire du traité de l'Élysée ?

L'Europe est le parquet de bal sur lequel le couple franco-allemand, si souvent cité en exemple, doit faire ses preuves. Ce constat n'est pas nouveau. Il marqua le chemin menant au traité de l'Élysée du 22 janvier 1963 tout comme il en marqua l'esprit et le texte, puis les cinquante ans de son histoire. Au début, c'est la « question allemande » qui était centrale, soit la question - pour beaucoup aujourd'hui déjà presque oubliée - du rôle de l'Allemagne vaincue, puis divisée, dans l'Europe de la guerre froide.

« Le problème allemand c'est le problème européen par excellence. (...)Européen depuis l'avènement du Empire romain germanique et depuis que l'Europe historique a cessé de se limiter au bassin de la Méditerranée pour se

porter sur le Rhin (...) Est-il besoin de dire que les événements qui sont survenus pendant la première moitié de ce siècle (20ème) ont rendu ce problème encore plus difficile et encore plus brûlant ? (...) Pour la France tout se ramène à trois questions d'ailleurs étroitement liées. Faire en sorte que l'Allemagne devienne un élément certain de la paix et du progrès. Sous cette condition, aider à sa réunification, prendre la voie et choisir le cadre qui permettrait de l'accomplir ». Ainsi déclarait le (clairvoyant) Président français, Charles de Gaulle, le 4 février 1965 dans une conférence de presse. C'est d'ailleurs exactement selon cette ligne directrice qu'agit en 1989, année jalonnée d'évènements lourds de conséquences, son successeur socialiste François Mitterrand.

A l'époque, la question allemande était la question européenne par excellence. Elle l'est à nouveau aujourd'hui, dans un contexte radicalement différent qui est celui d'une Europe unie. Pour de nombreux Français, l'Allemagne réunifiée est à la fois un modèle de référence et un modèle qui fait peur. Que l'Allemagne soit trop forte et elle menace de devenir un problème européen, qu'elle soit trop faible comme c'était encore le cas il y a une dizaine d'années, cela pose également problème.

1871-2013 : même combat ?

« Les Français sont dépassés par l'Allemagne » écrivait Jacqueline Hénard il y a près d'un an dans le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung. De part sa situation au centre de l'Europe unie, entre le Rhin et l'Oder, c'est toujours à l'Allemagne qu'incombe le rôle central en Europe mais d'une manière différente que pendant la guerre froide. Cela, les Français ne l'ont jamais oublié, contrairement à certains Allemands. La situation géopolitique centrale de l'Allemagne en Europe, ses huit voisins dans l'Union européenne, la puissance économique sur le marché unique, tout comme sa force d'exportation en-dehors de l'UE sont pour l'Europe au mieux une chance, au pire un risque, et réclament des dirigeants à Berlin patience et doigté. Nul besoin pour cela de faire appel à l'histoire, la géographie suffit.

L'Allemagne suit-elle encore la même route commune ou fait-elle déjà chemin seule ? Poursuit-elle uniquement ses propres intérêts - ou aide-t-elle les autres pays partenaires à aller de l'avant ? Durant la crise européenne de ces dernières années, ce sont les réponses délicates apportées à ces questions décisives qui ont forgé l'image du voisin allemand en France et celle du partenaire allemand en Grèce, en Italie et ailleurs. La France est, ces derniers temps, particulièrement sensible. Le Ministre socialiste de l'industrie, Arnaud Montebourg n'est pas le seul à voir « la politique à la Bismarck » à l'œuvre en Allemagne. « 1871-2013 : même combat ? », a-t-on envie de demander. Un tel jugement est-il réellement sérieux ou vise-t-il tout simplement à se mettre en avant sur la scène politique ?

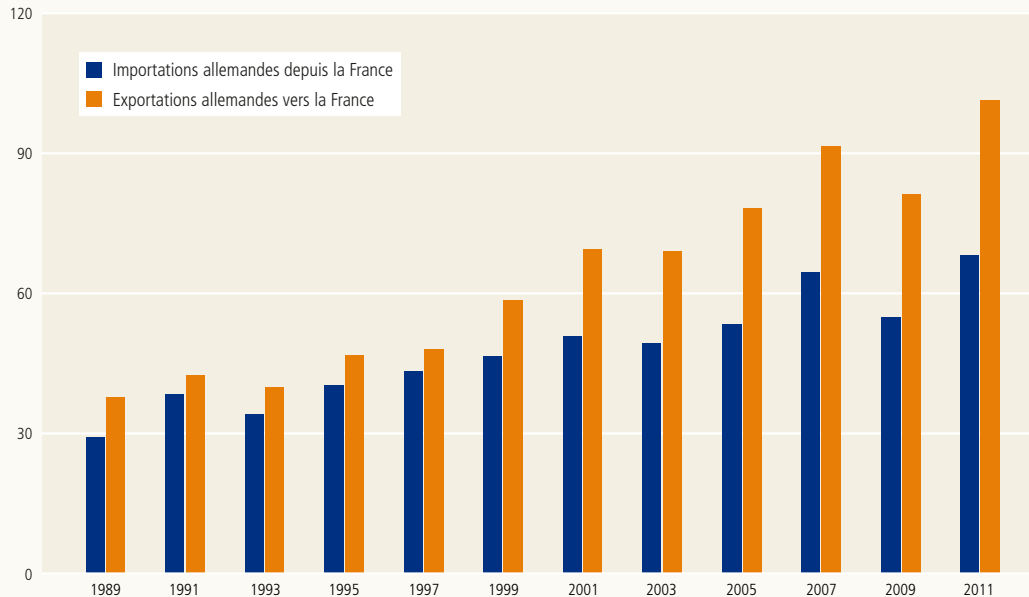
Cela dit, n'a-t-on pas entendu en Allemagne des propos chauvins au sujet des grecs « paresseux » ? Il existe indéniablement une tendance allemande à considérer le succès relatif actuel comme étant la preuve d'une supériorité du système allemand. L'Allemagne ferait correctement ce que les autres font mal. Et pourtant, qui peut sérieusement prétendre qu'un pays qui représente un pour cent de la population mondiale, et dont la démographie est en baisse, puisse encore livrer des recettes miracles au reste du monde ?

« Notre avenir commun », pouvait-on lire il y a dix ans dans la déclaration commune franco-allemande à l'occasion de la célébration des quarante ans du traité de l'Elysée, « est indissociable de celui d'une Union européenne approfondie et élargie ». Cela se présente un peu différemment aujourd'hui. L'approfondissement de l'Union se concentre maintenant sur les pays membres ayant une monnaie commune ; et l'élargissement est tellement passé au second plan qu'une Europe à format réduit, une « Euro-Union », une sorte de noyau européen avec une union monétaire, économique et politique, passe déjà pour plus porteuse d'avenir.

Le socialiste François Hollande et la chrétienne-démocrate Angela Merkel ne se sont pas encore mis d'accord sur la manière dont l'Union européenne devrait ressortir consoli-

Importations, exportations et balance commerciale entre l'Allemagne et la France

Milliard d'euro, 2011



Source: Eurostat

© Bertelsmann Stiftung

dée de la crise. Et pourtant, les deux se compléteraient on ne peut mieux. La France réclame une Europe sociale et juste. L'Allemagne veut une union stable et compétitive. A nouveau, Paris a davantage une vision globale, ce qui, justement, manque en ce moment au sein de l'Union européenne ; tandis que le gouvernement de Berlin travaille à accomplir un devoir déplaisant qu'il s'est lui-même imposé.

Solidarité et croissance, discipline et responsabilité, l'économique et le social, l'un comme l'autre sont nécessaires si Paris et Berlin veulent ensemble se sortir - et sortir leurs partenaires européens - de la crise. Du reste, cela non plus n'est pas nouveau : constamment, au cours de l'histoire de la communauté européenne, les deux partenaires ont dû chercher un équilibre, un compromis entre un ordre économique libéral et un ordre social solidaire. Aujourd'hui, il leur faut aussi poursuivre cette recherche en des temps tumultueux s'ils veulent rester fidèle à leur rôle traditionnel de leader. C'est du moins, à première vue, l'impression que l'on a.

Si l'on y regarde à deux fois, cependant, les conceptions françaises et allemandes se présentent un peu différemment. Berlin veut une convention pour une réforme du traité de l'Union. Que ce soit au sein du gouvernement allemand ou dans une grande partie de l'opposition, le mot « États-Unis d'Europe » n'effraie plus personne. Il en va autrement à Paris, où personne n'ose parler en ces termes.

Il sera pourtant impossible d'obtenir une communauté solidaire en Europe sans renforcer la démocratie au niveau national et européen. Le pacte fiscal ne peut être qu'une première pierre provisoire dans la construction d'une politique économique européenne. Il doit être comme prévu rapidement transformé en traité, et cela de telle sorte que son contrôle démocratique ne soit plus du ressort du Conseil européen, mais de celui des parlements élus. Cela ne sera pas possible sans une réforme du traité. La France ne pourra donc pas reculer éternellement devant le grand débat sur de nouvelles réglementations visant à renforcer les institutions européennes.

Le différend actuel entre la France et l'Allemagne ne doit pas inquiéter outre mesure. Car, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le début de toute initiative franco-allemande pour une Europe unie fut la plupart du temps marqué non par l'entente, mais par les différences. Les phases de progression alternant avec les phases de recul comme l'a montré récemment la politologue française Hélène Miard-Delacroix dans sa minutieuse « Histoire franco-allemande ».

La relation franco-allemande tire sa force de ces différends et des différences existants entre les deux partenaires. Ainsi, la France et l'Allemagne sont bien la preuve qu'une union toujours plus étroite n'entraîne aucunement le conformisme et le centralisme. En effet, loin de disparaître au cours de l'intégration, les différences gagnent en vigueur. Le compromis devient garant de la diversité.

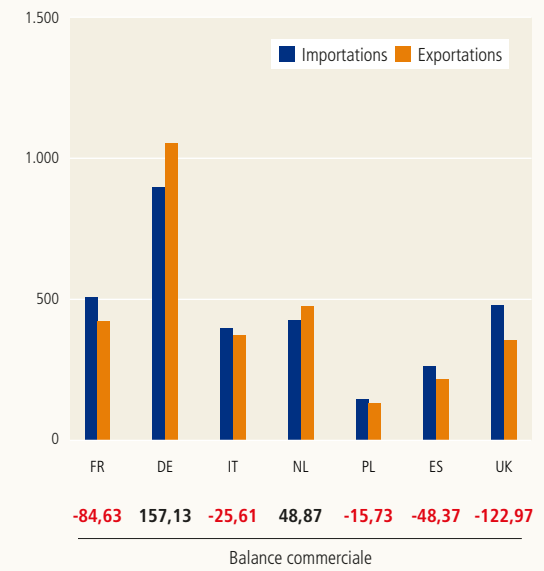
L'union, mais pas la fusion

Juste quelques exemples pour illustrer ces différences franco-allemandes. Jusqu'à aujourd'hui, le oui à l'intégration européenne fait clairement consensus parmi les élites allemandes (de l'ouest). En France, cela n'a jamais été le cas. De l'après-guerre jusqu'à une période allant bien au-delà des années 80, le parti communiste récoltait un tiers, par la suite encore presque un quart des voix. Or celui-ci réprouvait l'intégration européenne tout comme il condamnait la Vème République. Aujourd'hui encore, les extrêmes de droite et de gauche entraînent un bon cinquième des électeurs derrière eux et leur refus de l'Union européenne.

Et depuis le « non » français au traité constitutionnel européen, eurosceptiques et anti-européens se fauillent jusque dans les rangs du gouvernement de droite et maintenant de gauche, même s'ils ne forment qu'une petite minorité bruyante. Aucune comparaison avec les gouvernements allemands et leur unité pro-européenne. Ceci forge l'opinion publique des deux pays de façon extrêmement différente et ne facilite pas l'action du gouvernement au jour le jour, surtout à Paris.

Importations et exportations de biens de plusieurs pays européens

Milliard d'euro, 2011



Source: Eurostat

© Bertelsmann Stiftung

Deuxième exemple : jusqu'à une époque très récente, la combinaison entre la puissance économique allemande et le pouvoir dirigeant français faisait figure de moteur de l'union européenne. Les paroles d'Helmut Kohl à propos du drapeau tricolore, devant lequel un chancelier allemand devrait s'incliner trois fois, résonnent encore. De nos jours, c'est devant le drapeau allemand que certains Français s'inclinent discrètement parce qu'il représente le succès économique et la conciliation sociale (encore) stable qu'ils souhaitent pour leur pays, d'autres, au contraire, mettent en garde contre la domination et l'arrogance allemande.

Peut-être les observateurs allemands devraient se montrer plus précis. Lorsque l'on parle de la France, on parle en fait de ses élites politiques, médiatiques et intellectuelles. Les Français jugent l'état du pays de manière plus critique et, pour cette raison, il arrive qu'ils le jugent également de manière plus réaliste mais parfois aussi plus pessimiste que ne le font les élites parisiennes.

En ce début d'année 2013, l'institut Mediascopie a étudié « la France des illusions perdues » pour le journal Le Monde. Dans cette France, la peur serait plus forte que le désir de révolte et la crise économique mènerait à une crise du politique. Certes, la peur de la globalisation et la perte de confiance dans la politique ne sont pas des spécificités françaises, nos voisins les partagent avec nous et avec d'autres en Occident.

Encore un exemple, cette fois-ci pour la perception parfois trompeuse que peut avoir un partenaire de l'autre. L'économie française est souvent présentée, et décriée, par les commentateurs allemands comme dirigiste, colbertiste et caractérisée par l'intervention de l'État. Ce n'est pas tout à fait faux et ce n'est pourtant pas toute la vérité non plus (laissons-là le fait que le changement de cap de la politique énergétique allemande est un bon exemple d'intervention étatique en matière de politique industrielle).

La France est l'un des pays les plus riches du monde (au cinquième rang mondial derrière les USA, la Chine, le Japon et l'Allemagne), elle est parmi les pays les mieux placés dans l'Union européenne pour le revenu par tête, son espérance de vie est plus haute que celle de presque tous les pays du monde et son taux de natalité est plus haut que celui de ses voisins

européens, laissant l'Allemagne loin derrière elle. Oui, à distance moyenne, sa compétitivité est tout à fait au même niveau que celle de l'Allemagne (voir Collignon ; voir Uterwedde).

Pessimistes, mais combatifs ?

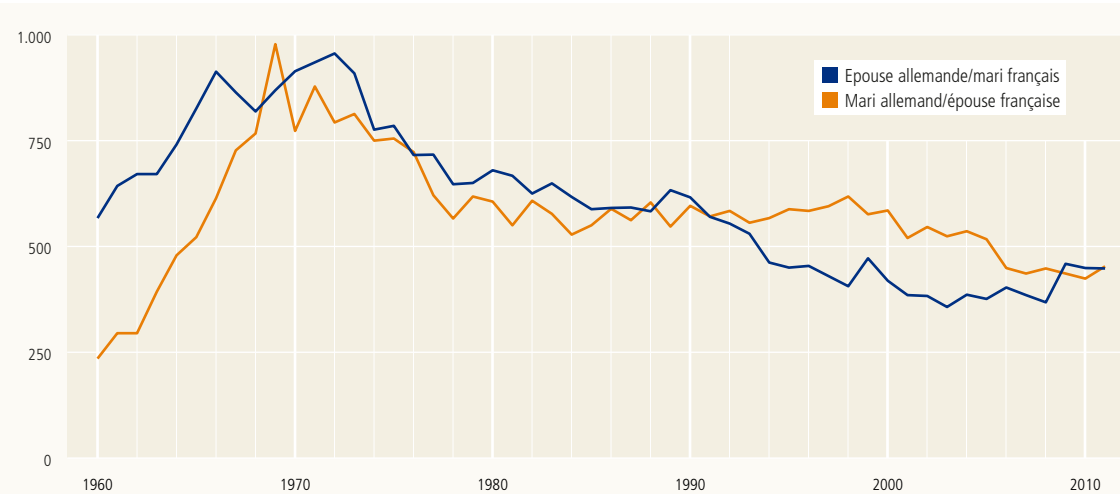
De tels succès sont-ils réellement le résultat d'une « peur du monde » comme écrivait l'hebdomadaire Der Spiegel ? Possible que cette peur soit nichée dans certaines têtes. D'après le politologue Pascal Perrineau, les Français battent en tout cas le record du monde en matière de pessimisme (en : Le Débat 166, page 79ff). Ce pessimisme a tendance à recouvrir et à cacher les points forts de la France, aux Français comme à leurs amis. Pendant longtemps la France a obtenu de meilleurs résultats en comparaison directe avec l'Allemagne. On trouve autant d'entreprises françaises qu'allemandes parmi les 500 plus grandes entreprises du monde. Et, comparée à tous les autres partenaires européens, la France est bien placée. Un regard uniquement fixé sur l'élément de mesure allemand déforme les proportions. Le fait qu'en 2012, la France ait pu, grâce à des emprunts d'État et en dépit des prévisions alarmistes des agences de notations, obtenir sur le marché international les crédits nécessaires à des taux d'intérêt très bas, est passé presque inaperçu.

Vive l'Europe ! Vive l'Union !

spotlight europe # 2013/01

Les mariages franco-allemands en Allemagne

Mariages de 1960 à 2011



Source: Destatis

© Bertelsmann Stiftung

Toutefois, les faiblesses françaises ne sauraient être niées et sont bien connues des spécialistes et des politiques. Le taux de prélèvement obligatoire est avec presque 57% l'un des plus hauts d'Europe. En matière de carrière et de réussite, l'idéal des jeunes Français, ce n'est pas la libre entreprise ou l'invention mais toujours l'ENA. La traditionnelle politique budgétaire de stimulation de la croissance au moyen de l'investissement de l'État touche à ses limites en raison d'un taux d'endettement de plus de 80 % du PIB et d'un faible taux de croissance de moins de 0.4 % - il s'agit certes d'un phénomène européen, mais en France, précisément, plus prononcé qu'ailleurs.

Le rapport sur un « pacte pour la compétitivité de l'industrie française » commandé par le gouvernement socialiste à l'ancien patron du groupe industriel de défense et d'aéronautique EADS, Louis Gallois, cite comme autres défaillances : les faibles dépenses de l'industrie pour la recherche, l'innovation et l'éducation ; le faible afflux de capitaux dans le tissu industriel, le manque d'entreprises intermédiaires capables d'innover, de développer et d'exporter de nouveaux produits et un dialogue social insuffisamment productif. Selon ce rapport, la moitié des exportations françaises sont dues aux 200 plus grandes entreprises du pays qui assurent par ailleurs près des deux tiers de la recherche. Cela n'a pas plu à tout le monde au sein du gouvernement d'entendre cela.

L'industrie perd en importance, plus de 700.000 emplois ont disparu durant ces dernières années (Uterwedde). Le déficit commercial a atteint des records tandis que le taux de chômage grimpe, en particulier le chômage des jeunes, même si cette triste tendance n'est pas nouvelle.

Lors de sa campagne, François Hollande s'était déjà donné la réduction des dettes comme objectif principal. Le Président aurait bien voulu renégocier le pacte fiscal européen et, à l'automne encore, un bon nombre de ses partisans essayèrent de le faire échouer. Un pacte de croissance européen, c'est jusqu'à présent la contribution de François Hollande au débat sur la réforme européenne : cependant, rien pour l'instant n'est suffisamment mûr pour une mise

en œuvre dans l'ensemble de l'Europe. Même la taxe sur les transactions financières convenue avec Berlin attend son européanisation. La supervision bancaire européenne décidée en décembre 2012, un compromis franco-allemand par excellence, semble en meilleure voie de réalisation.

Le problème de la France, c'est la force de l'Allemagne ; le problème de l'Allemagne, c'est la faiblesse de la France. Telle semble bien être la situation aujourd'hui. Mais cela non plus n'est pas nouveau. Au début des années 80 on remarquait déjà une telle asymétrie entre les deux partenaires, et plus encore après la réunification allemande au début des années 90. Et au début du XXIème siècle, nombreux encore étaient ceux qui, en Europe, et aussi à Paris, se moquaient de « l'homme malade des bords de la Spree », sans remarquer à quel point il travaillait déjà à son rétablissement.

Ce ne sont pas là des détails sans importance. Mais ils ne sont toutefois pas décisifs pour l'efficacité du couple franco-allemand. C'est la volonté politique qui importe en premier lieu. Cette dernière s'instaure rarement d'emblée mais est plutôt le fruit de dures négociations et parfois aussi de pénibles compromis. Et à l'époque du traité de l'Élysée, au sein d'une CEE comprenant 6 pays membres, bien des choses étaient plus simples. Dans une Union entre 27 partenaires, la traditionnelle initiative franco-allemande n'est plus qu'une condition indispensable et non plus suffisante à une meilleure politique européenne. Aujourd'hui, la politique commune n'est plus simplement mesurée à l'aune de l'accord entre Paris et Berlin mais tout de suite éprouvée en fonction de son utilité pour tous les partenaires de l'UE. L'époque des entretiens exclusifs comme il y a 50 ans et même encore 20 ans est bel et bien révolue. Cela ne simplifie pas forcément les choses.

Dans l'immédiat, l'indispensable semble cependant déjà bien assez difficile aux deux pays et le suffisant, plus difficile encore. C'est ainsi. Pour l'instant. Cependant pourquoi tout de suite désespérer ?

Que vont présenter Paris et Berlin à leurs citoyens et à leurs partenaires européens pour les

cinquante ans du traité de l'Élysée, et comment veulent-elles continuer leur longue histoire commune au cours du XXème siècle, déjà bien engagé ? Cette histoire doit être européenne, ou personne n'y prêtera attention.

Elle doit prendre le monde tel qu'il est, le voir comme un défi permanent et non pas comme une source d'angoisse. Et elle ne doit pas se laisser tromper par le nom de son lieu de naissance : l'Élysée n'est pas un mythique lieu de repos pour les bienheureux, les héros d'antan, non : ce n'est qu'un simple lieu de travail pour construire une Europe meilleure.

Littérature

Europäische Kommission: *Beschäftigung und soziale Entwicklung in Europa 2012.*
<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=en&pubId=7315>

Ernst Weidenfeld: *Welches Deutschland soll es sein?* München, 1986.

Jacqueline Hénard: *Deutschland ist Frankreich über den Kopf gewachsen.* En: FAZ, 21. janvier 2012, Beilage Bilder und Zeiten, Z3.

Hélène Miard-Delacroix: *Deutsch-französischen Geschichte.* Wissenschaftliche Buchgesellschaft Darmstadt, 2011.

Institut Médiascopie: *La France des illusions perdues.* En: Le Monde, 9. janvier 2013, page 16–17.

Stefan Collignon: *Economic growth and competitiveness: a Franco-German tale.* Bertelsmann Stiftung.
<http://goo.gl/x6i59>

Henrik Uterwedde: *Zeit für Reformen: Frankreichs Wirtschaft im Wahljahr.* DGAP Analysen n° 5/avril 2012.
<https://dgap.org/de/think-tank/publikationen/dgapanalyse/zeit-f%C3%BCr-reformen>

Romain Leick: *Angst vor der Welt.* En: Der Spiegel 50/2012.
<http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-90048989.html>

Pascal Perrineau: *Le pessimisme français: Nature et racine.* En: Le Débat Nr. 166.

Louis Gallois: *Pacte pour la compétitivité de l'industrie française.* 2012.
http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/fichiers_joints/rapport_de_louis_gallois_sur_la_competitivite_0.pdf

Responsable devant la loi sur la presse

Bertelsmann Stiftung
Carl Bertelsmann Straße 256
D-33311 Gütersloh
www.bertelsmann-stiftung.de

Isabell Hoffmann
isabell.hoffmann@bertelsmann-stiftung.de
Telefon +49 5241 81 81313

Joachim Fritz-Vannahme
joachim.vannahme@bertelsmann-stiftung.de
Telefon +49 5241 81 81421

ISSN 1865-7435

Dernières éditions :

spotlight europe # 2012/07
Die Union gegen die Banken
Stefani Weiss & Isabell Hoffmann

spotlight europe # 2012/06
Der Wert Europas
Joachim Fritz-Vannahme

spotlight europe # 2012/05
Der Krise die Stirn bieten
Stefani Weiss & Isabell Hoffmann

Toutes les éditions de "spotlight europe" sont disponibles sur Internet pour téléchargement : www.bertelsmann-stiftung.de/spotlight